

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°605 – 7 novembre 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Accord de partenariat de 49 M EUR entre l'Allemagne et la CEDEAO

Au terme d'une négociation bilatérale sur la coopération au développement les 4 et 5 novembre 2025, l'Allemagne et la CEDEAO [ont annoncé](#) un accord de partenariat portant sur un financement de 49 M EUR pour la période 2025-2026. Ce financement vise à renforcer la paix et la sécurité, le développement économique et la santé en Afrique de l'Ouest et correspond à 32,8 M EUR pour des projets de coopération financière et 16,2 M EUR pour des projets de coopération technique. Pour rappel, l'Allemagne finance actuellement des projets de coopération technique et financière bilatéraux avec la CEDEAO pour un montant d'environ 494 M EUR.

UEMOA : bonne évolution de l'activité économique en septembre 2025

Selon le dernier [bulletin mensuel des statistiques de la BCEAO](#), les principaux indicateurs de l'UEMOA ont évolué à la hausse en septembre dernier. L'indice de la production industrielle a progressé de 5 % en glissement annuel (g.a.) et celui des services financiers de 15,2 %, tandis que les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et les services marchands ont augmenté respectivement de 3,2 % et 8 % en g.a. L'indicateur moyen du climat des affaires est ressorti à 101,1 ; au-dessus de sa tendance de longue période (100) traduisant le maintien de la confiance des chefs d'entreprise dans l'évolution de la conjoncture. Les plus fortes baisses de l'indicateur ont été

Le chiffre à retenir

11

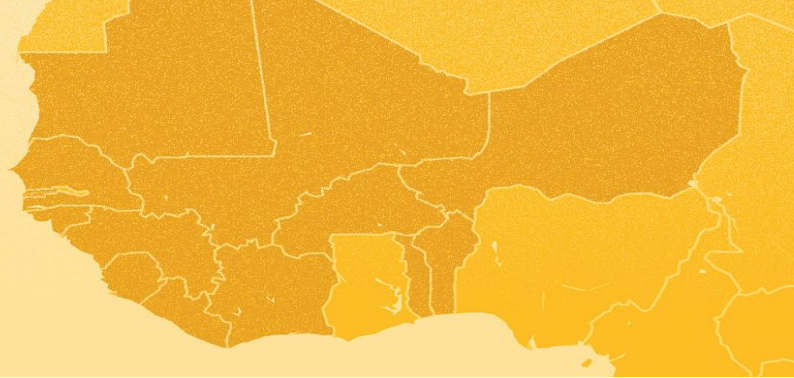
Nombre de nouveaux prélèvements visant à récolter 50 Md FCFA (76,2 M EUR) pour alimenter le Fonds de solidarité au Niger

enregistrées au Mali (-2 points en g.a.) et en Guinée-Bissau (-1,4) tandis que les plus fortes hausses ont été observées au Niger (+0,6) et au Sénégal (+0,3). Enfin, le taux d'inflation en g.a. au sein de l'UEMOA demeure en zone négative en septembre 2025, à -1,3 %. Cette déflation est portée principalement par la baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, de la santé et de l'ameublement (avec des contributions respectives de -1,8 p.p, -2,5 p.p et -1,6 p.p.).

Bénin

Lancement de la construction de la route Akassato - Sô-Ava

Une nouvelle étape vient d'être franchie dans le cadre du projet "Réinventer la Cité lacustre de Ganvié", par [le lancement le 31 octobre, de la construction de la route](#) reliant Akassato, un arrondissement de la commune d'Abomey-Calavi, à la commune de Sô-Ava aux abords du lac Nokoué. D'un montant total de 50 Md FCFA (76,2 M EUR) et financé à hauteur de 38 M EUR par la [France via l'action de l'Agence française de développement \(AFD\)](#), ce projet a pour objectif d'améliorer le cadre de vie des



habitants de Ganvié, cité lacustre du lac Nokoué et d'y développer le tourisme durable. Les travaux de construction de la route devraient durer 16 mois et contribuer au désenclavement de la commune de Sô-Ava.

Burkina Faso

Sarama Ressources dépose son mémoire en réclamation auprès du CIRDI dans son différend avec l'État

Le groupe minier canadien Sarama Ressources [a déposé](#) son Mémoire détaillant sa requête auprès du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) dans le cadre de la procédure d'arbitrage engagée contre l'État burkinabè. L'entreprise réclame une indemnisation de 242 M USD, pour l'expropriation jugée illégale de son permis d'exploration minière Tankoro 2, situé dans le sud-ouest du pays. Ce permis constituait la principale composante du projet aurifère Sanutura. L'entreprise a obtenu un financement de 4,4 M USD pour couvrir les frais d'arbitrage. Le gouvernement burkinabè devra soumettre son contre-mémoire avant le 31 janvier 2026, avant une conférence de gestion de la procédure prévue le 17 février.

Ratification d'un prêt de 45,7 M EUR de la BOAD pour renforcer les capacités minières

Le 23 octobre 2025, le Conseil des ministres [a ratifié](#) l'accord de prêt signé le 2 septembre 2025 entre le Burkina Faso et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) d'un montant de 30 Md FCFA (45,7 M EUR). Ce financement devrait contribuer à la mise en œuvre du Projet de renforcement des capacités d'exploitation des mines de Boungou (sud-est) et de Wahgnion (sud-ouest). Le coût total du projet est estimé à 33,2 Md FCFA (50,6 M EUR), avec une contrepartie nationale de 3,2 Md FCFA

(4,9 M EUR). Le projet vise à accroître la productivité de ces deux sites aurifères à travers l'acquisition d'équipements d'exploitation, la construction d'infrastructures, la mise en place de parcs à résidus et la réalisation d'une ligne électrique de 76 km pour raccorder la mine de Wahgnion au réseau de la SONABEL.

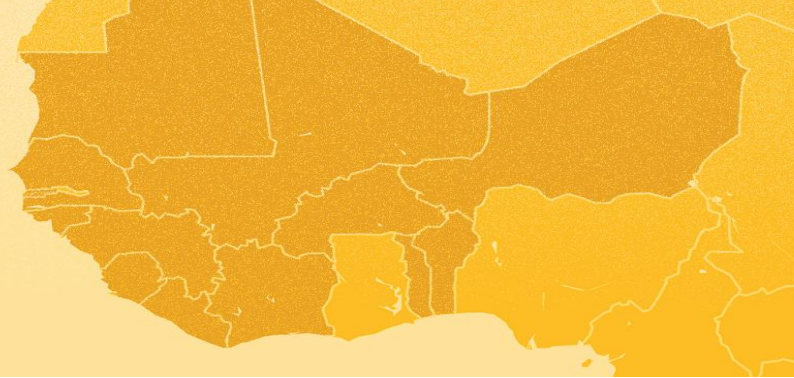
Cap-Vert

Accord au niveau des services sur la 7^e revue FEC et les 3^e et 4^e revues FRD

Le 4 novembre 2025, au terme de leur visite, les services du Fonds monétaire international (FMI) [ont annoncé](#) avoir tenu des discussions avec les autorités capverdiennes dans le cadre des consultations de 2025 au titre de l'article IV et être parvenues à un accord sur la 7^e revue au titre de la Facilité Elargie de crédit (FEC) et sur les 3^e et 4^e revues au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD). Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration du FMI, l'achèvement de ces revues permettra un décaissement d'environ 14 M USD, soit 3,2 M USD au titre de la FEC et 10,8 M USD au titre de la FRD. Le FMI a salué l'atteinte de tous les critères de performance fixés, et le dynamisme de l'activité économique au Cap-Vert. La croissance du PIB réel est projetée à 5,2 % en 2025 tandis que l'inflation devrait être contenue à 2 %. Toutefois, le FMI a également rappelé plusieurs risques pesant sur l'économie capverdienne, notamment des chocs externes liés aux secteurs de l'énergie, de l'alimentation, du tourisme et du commerce mondial, ainsi que des menaces climatiques persistantes.

Côte d'Ivoire

Comptes nationaux : le taux de croissance en 2024 estimé à 6 % par l'Anstat



Le 31 octobre 2025, l'Agence nationale de la statistique (Anstat) de Côte d'Ivoire [a publié](#) le rapport présentant les comptes nationaux annuels provisoires pour l'année 2024, faisant ressortir le taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) réel à 6 % contre 6,6 % en 2023. A noter que cette estimation de la croissance est identique à celle du FMI pour la Côte d'Ivoire en 2024. Selon le rapport, la croissance a notamment été tirée par l'ensemble des secteurs. Au niveau du secteur primaire (+5,3 %), la croissance a été en grande partie portée par le sous-secteur de l'agriculture d'exportation qui a enregistré une hausse de 4,2 % en 2024 contre une baisse de 4,4 % en 2023. Le secteur secondaire, bien qu'en croissance (+4,8 %), a connu un ralentissement (en comparaison à +10,7 % enregistré en 2023), en lien notamment avec une baisse de 2,5 % de l'activité dans le sous-secteur des industries agroalimentaires (contre +5,4 % en 2023) et un fort ralentissement de l'activité dans le BTP (+0,4 % en 2024 contre +16,7 % en 2023). Au niveau du secteur tertiaire (+6,7 %), on note les bonnes performances des sous-secteurs des activités financières et d'assurance (+11,5%), ainsi que du commerce et réparation (+8,2%). Pour rappel, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que la croissance économique devrait accélérer à 6,4 % en 2025 et en 2026.

La SG CI affiche un bénéfice net de 127 M EUR au 3^e trimestre 2025

La Société Générale Côte d'Ivoire (SGCI) a [enregistré](#) un bénéfice net de 83,3 Md FCFA (127 M EUR) au 3^e trimestre 2025, en progression de 11,7 % sur un an. Cette performance a été soutenue par un Produit net bancaire en progression de 2,5 %, tandis que les charges d'exploitation ont diminué de 2,7 %, portant le coefficient d'exploitation à 37 %. En outre, l'encours des dépôts à fin septembre a atteint 2 939 Md FCFA (4,5 Md EUR), soit une hausse de 14 %, tandis que l'encours de crédits a faiblement progressé (+0,2 %) à 2 486,9 Md FCFA (3,8 Md EUR). Les fonds

propres s'établissent à 477,1 Md FCFA (727,3 M EUR), en augmentation de 12,2 % en glissement annuel.

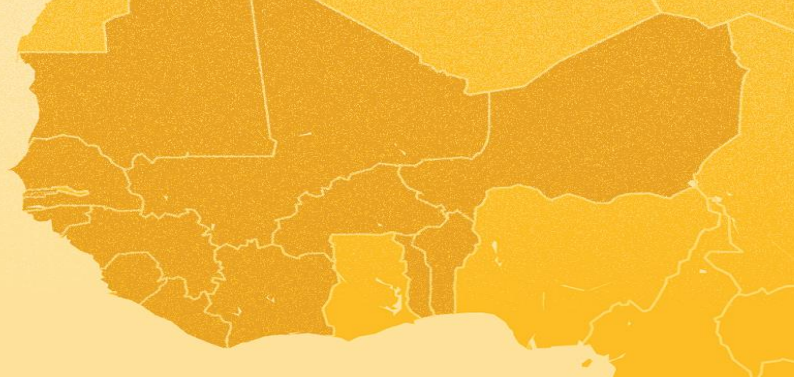
Guinée

Présentation du projet de LFR 2025

Le Ministre du Budget [a présenté](#), le 31 octobre 2025, le projet de Loi de Finances Rectificative (LFR) 2025 au Conseil national de transition (CNT). Selon le Ministre, l'exécution du budget 2025 a été impactée par plusieurs éléments, dont entre autres (i) la bonne mobilisation des recettes ; (ii) le financement de certains projets d'investissement par des émissions de titres d'Etat pour 5 679,3 Md GNF (567,9 M EUR) ; (iii) le report de l'appui budgétaire attendu du FMI et de la Banque Mondiale d'un montant de 1 638,3 Md GNF (163,8 M EUR). Ainsi, les nouvelles prévisions de recettes sont estimées à 43 063,5 Md GNF (4,3 Md EUR), soit une hausse de 22,4% par rapport à la LFI 2025. Cette progression serait principalement portée par les recettes douanières (+46 %) et les recettes fiscales mobilisées par la Direction Générale des Impôts (+11,5%). La pression fiscale s'établirait ainsi à 15,6% du PIB, contre 12% initialement prévu. Concernant les dépenses, elles sont révisées à 53 394 Md GNF (5,3 Md EUR), soit une augmentation de 22,8%, portée principalement par les dépenses d'investissement (+29,9 %), les intérêts de la dette intérieure (+66 %) et les achats de biens et services (+53 %). Le déficit budgétaire projeté se situe désormais 4 % du PIB contre 3,1 % initialement.

Lancement d'un plan de fluidité portuaire

Pour faire face la congestion croissante, le Port Autonome de Conakry (PAC) [a décidé](#) de mettre en œuvre un plan d'action stratégique pour désengorger la plateforme portuaire et fluidifier les opérations logistiques. Lancé officiellement le 27 octobre 2025, le plan



prévoit plusieurs mesures, entre autres : (i) l'ouverture d'une zone de stockage temporaire de 4 ha à Camayenne afin d'accueillir les conteneurs vides ; (ii) une rotation maritime est renforcée avec 5 navires par semaine afin de maintenir un cadencement régulier des marchandises ; (iii) l'évacuation programmée de 8 112 conteneurs vides pour réduire les points de saturation ; (iv) la mobilisation des forces de sécurité 24 heures sur 24 pour faciliter la circulation et coordonner les priorités d'accès.

Liberia

Le Président lance un appel aux investisseurs français

À Paris, lors d'une table ronde économique organisée par le Mouvement des Entreprises de France (MEDEF), le président libérien Joseph Boakai [a lancé](#) un appel en faveur d'un renforcement de la coopération économique entre la France et le Liberia. Il a présenté la nouvelle stratégie d'investissement de son gouvernement et [proposé](#) la création d'une Chambre de commerce conjointe Liberia-France afin de structurer les échanges, coordonner des missions d'affaires et appuyer des partenariats industriels durables. L'initiative a reçu l'appui de MEDEF International et devrait être finalisée par les ambassades. L'agenda ARREST (Agriculture, Routes/Infrastructure, État de droit, Éducation, Assainissement, Tourisme) a été mis en avant, avec des priorités en énergies renouvelables, infrastructures, agro-industries, technologies et tourisme. MEDEF International a annoncé l'envoi d'une délégation à Monrovia début 2026, étape d'un repositionnement visant à attirer des investissements responsables.

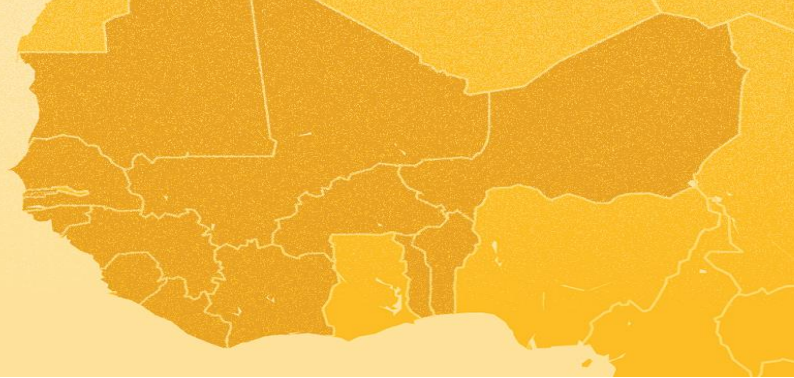
Mali

La SFI accorde un prêt de 40 M USD à la BNDA pour soutenir les PME agricoles

La société financière internationale (SFI) [a annoncé](#) la conclusion d'un partenariat avec la Banque nationale de développement agricole (BNDA) afin de renforcer le financement des petites et moyennes entreprises et de stimuler la création d'emplois dans le secteur agricole. Le prêt de 40 M USD permettra à la BNDA de doubler, sur cinq ans, son portefeuille de crédit aux PME à plus de 270 M USD, avec une priorité accordée aux exploitants agricoles, aux coopératives et aux initiatives d'agriculture durable. Au moins 25 % des fonds seront destinés aux entreprises dirigées par des femmes et 10 % à des projets liés à la finance verte. L'opération devrait générer jusqu'à 14 200 emplois directs et indirects et accroître de près de 90 % le portefeuille de financements verts de la BNDA. Ce financement est complété par une facilité de financement du commerce international de 10 M USD et s'accompagne d'une assistance technique de la SFI destinée à renforcer les capacités institutionnelles de la BNDA.

Premières exportations de lithium du projet de Bougouni via le port de San Pedro

La société britannique Kodal Minerals [a annoncé](#) le départ des premiers camions transportant du concentré de spodumène de lithium depuis son site de Bougouni, dans le sud du pays, vers le port de San Pedro en Côte d'Ivoire. Environ 30 000 tonnes de concentré seront expédiées dans ce premier chargement à destination de Hainan en Chine dans le cadre de son partenariat avec Hainan Mining. Le transport devrait durer entre 4 et 6 semaines. Kodal Minerals prévoit d'acheminer ensuite l'ensemble du stock actuel de 45 000 tonnes



afin de constituer une réserve au port pour les prochaines exportations. Pour mémoire, le port de San Pedro est connecté aux corridors miniers du Mali, du Burkina Faso et de la Guinée.

Mauritanie

La mine de Tasiat enregistre une baisse de 25 % de la production d'or au 3^e trimestre 2025

Selon le rapport trimestriel de l'opérateur canadien Kinross Gold, Tasiat, la plus grande mine d'or de Mauritanie, [a produit](#) 3,4 tonnes d'or au troisième trimestre 2025, soit 25,4 % de moins par rapport au même trimestre de 2024. Cette tendance s'explique par une phase de transition dans l'exploitation : les minerais extraits actuellement présentent une teneur aurifère plus faible. Une situation anticipée par l'entreprise et compensée en partie par une augmentation du débit de traitement. La production cumulée à fin septembre 2025 de la mine s'établit à 10,7 tonnes d'or, en baisse de 21,8 % en glissement annuel. Pour rappel, la mine d'or de Tasiat est la plus grande de la Mauritanie, avec une production de 17,6 tonnes en 2024.

Niger

Nouveaux prélèvements annoncés pour alimenter le Fond de solidarité

Le 22 octobre 2025, le Conseil des ministres [a validé](#) une ordonnance qui institue 11 nouveaux prélèvements destinés à renforcer le Fonds de solidarité pour la sauvegarde de la patrie (FSSP). Ces prélèvements portent entre autres sur : (i) 1 % sur la rémunération nette des agents des secteurs publics et privés, (ii) 1 % à 2 % du chiffre d'affaires des entreprises des secteurs stratégiques, (iii) 2 % à 3 % sur la valeur en douane des importations de biens de luxe et 4 % sur les exportations agroalimentaires et

halieutiques, (iv) 1 % sur les factures des opérateurs télécoms et 0,5 % sur la valeur HT de tous les marchés publics. L'objectif de recettes est de 50 Md FCFA (76,2 M EUR) par an, alors que le Fonds a réussi à mobiliser 33,2 Md FCFA (50,6 M EUR) depuis sa création en 2023.

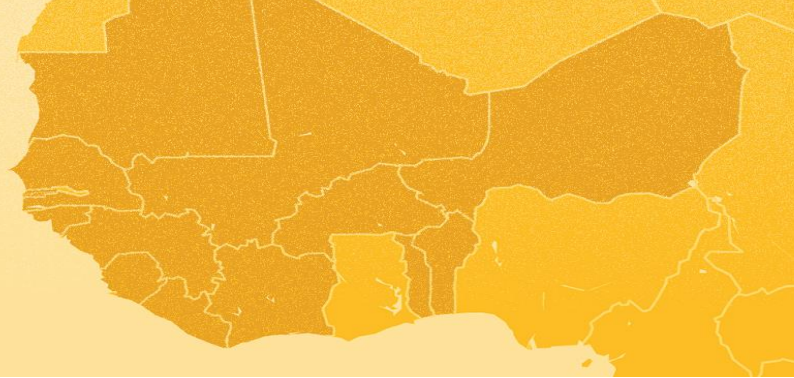
Sénégal

Le pays annonce l'émission prochaine de sa première obligation verte sur le marché régional de l'UEMOA

Le Sénégal s'apprête à [émettre](#) sa première obligation verte sur le marché régional, a annoncé le ministre des Finances Cheikh Diba, le 3 novembre lors du Forum Ouest Africain sur la Finance Durable (WASFIF 2025) à Dakar. Cette opération permettra de financer des projets durables dans le cadre de la stratégie nationale de financement vert et de diversification des ressources. L'AMF-UMOA a salué l'initiative, rappelant que la région dispose depuis 2020 d'un cadre pour les obligations durables et, depuis 2024, d'une taxonomie verte régionale. Le Sénégal pourrait ainsi devenir le premier pays de la zone UMOA à émettre une obligation verte souveraine.

Projet GTA : 5,9 M pieds cubes de GNL vendus au 3^e trimestre 2025

Le projet Grand Tortue Ahmeyim (GTA), situé à la frontière entre le Sénégal et la Mauritanie, [a enregistré](#) une production moyenne de 11 400 barils équivalents pétrole par jour au 3^e trimestre 2025, permettant le chargement d'environ 7 cargaisons de gaz naturel liquéfié (GNL). Ainsi, les ventes sur le trimestre ont porté sur un volume de 5,9 M pieds cubes de GNL, portant les ventes cumulées depuis le début de la production en février 2025 à 9,4 M pieds cubes. L'entreprise américaine Kosmos Energy, un des opérateurs du projet, a annoncé avoir réduit les coûts d'exploitation nets de 10 M USD par rapport au trimestre précédent, et prévoit de



finaliser le refinancement du contrat de location de l'Unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO) d'ici fin 2025.

Sonatel enregistre une progression de 8 % en g.a de son bénéfice à fin septembre 2025

Dans son rapport du troisième trimestre 2025, le groupe Sonatel, dont Orange est actionnaire, leader des télécommunications au Sénégal, [annonce](#) un bénéfice net consolidé de 311 Md FCFA (474 M EUR) depuis le début de l'année, soit une croissance de 8% en glissement annuel (g.a). A noter que son chiffre d'affaires consolidé à fin septembre a progressé de 8,6% en g.a, s'élevant à 1432,5 Md FCFA (2,2 Md EUR). Ces performances reposent des segments de son activité à forte croissance tels que la data, Orange Money et le haut débit fixe, alors que le groupe fait face à de nouvelles taxes sur les transferts d'argent, à des droits de douane sur les terminaux mobiles, mais aussi à de nouvelles réglementations en matière d'identification de SIM ayant entraîné une baisse d'abonnés mobiles de 4,4%. Pour rappel, le groupe Sonatel détient des filiales au Sénégal, au Mali, en Guinée, en Sierra Leone et en Guinée-Bissau.

Sierra Leone

10 M USD de la BIDC à Vista Bank pour soutenir les PME

Le 27 octobre 2025, la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) [a signé](#) un accord de prêt de 10 M USD avec Vista Bank Sierra Leone. Cette facilité vise à renforcer les capacités de prêt de Vista Bank en faveur des petites et moyennes entreprises (PME), de sa clientèle institutionnelle, des femmes et des jeunes entrepreneurs du pays. Vista Bank Sierra Leone a indiqué qu'elle déploiera la facilité avec un focus particulier sur les secteurs à fort

potentiel, afin d'élargir l'inclusion financière et de stimuler l'activité.

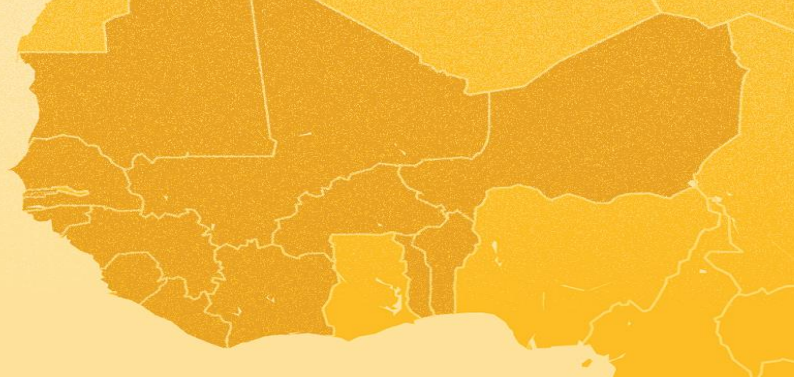
22 M EUR de l'UE pour accélérer le déploiement de mini-réseaux électriques

Le 21 octobre 2025, l'initiative Salone Off-Grid Renewable Energy Acceleration (SOGREA) [a lancé](#) un guichet d'investissement destiné à stimuler la participation du secteur privé dans le développement de mini-réseaux électriques verts. Financé par l'Union européenne (UE) et mis en œuvre par le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et Sustainable Energy for All (SEforALL), en partenariat avec le gouvernement sierra-léonais, le dispositif mobilise 22 M EUR pour soutenir le financement, la construction et l'exploitation de mini-réseaux en zones rurales. Cette initiative s'inscrit dans la [stratégie nationale d'électrification](#) qui vise à porter le taux d'accès à l'électricité de 36 % à 78 % d'ici 2030, dont 560 000 nouveaux raccordements hors réseau via des unités solaires domestiques et des mini-réseaux. Le programme SOGREA complète d'autres projets récents, notamment la centrale solaire de 40 MWp de Kamakwie portée par Release by Scatec et l'usine de valorisation énergétique des déchets de Freetown (30 MW) soutenue par Climate Fund Managers et Infinitem Energy Group.

Togo

La dette publique atteint 66,3 % du PIB au 2^e trimestre 2025

Selon le [bulletin statistique de la dette publique au 30 juin 2025](#), la dette de l'administration centrale a atteint 4 332,4 Md FCFA (6,6 Md EUR), en hausse de 5,7 % en glissement annuel (g.a) et représentant 66,3 % du PIB. La dette extérieure représente 44,4 % de la dette totale et est principalement détenue par des créanciers multilatéraux (60,4 %) et des banques



commerciales (35,3 %). Par ailleurs, la maturité moyenne du portefeuille de la dette totale est projetée à 6,72 ans fin 2025 contre 6,67 ans fin 2024.

La BIDC finance la construction de centres de formation professionnelle et technique

Le 22 octobre 2025, la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) a [accordé](#) un financement de 50 M EUR à la société Planet One Education Togo pour la construction et l'équipement de 6 centres de

formation professionnelle et technique d'une capacité d'accueil totale de 3481 places par an. Les centres seront construits à travers le pays, notamment à Tandjouaré (région des Savanes), Danyi Akpéyéomé (région des Plateaux), Kougnohou (région Centrale), Guérin-Kouka (région de la Kara), Agoé-Nyivé et Tsévié (région maritime). En plus des salles de classes, les centres de formation devraient être équipés de laboratoires, d'ateliers et de résidences étudiantes.

Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Octobre 2025 (1/2)

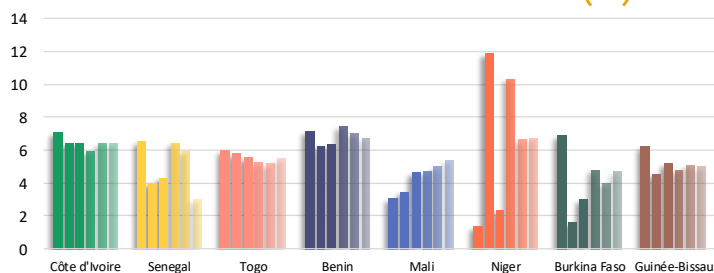
	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant (\$)			Inflation (%)			Revenus (dons inc., % du PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	7,5 %	7,0 %	6,7 %	1 482	1 635	1 788	1,2 %	2,1 %	2,0 %	15,0 %	15,6 %	15,8 %
Burkina Faso	4,8 %	4,0 %	4,8 %	982	1 115	1 246	4,2 %	1,3 %	2,4 %	22,0 %	21,2 %	21,4 %
Côte d'Ivoire	6,0 %	6,4 %	6,4 %	2 723	3 016	3 294	3,4 %	1,0 %	1,5 %	16,4 %	17,4 %	17,9 %
Guinée-Bissau	4,8 %	5,1 %	5,0 %	1 105	1 225	1 342	3,7 %	2,0 %	2,0 %	13,1 %	16,1 %	15,7 %
Mali	4,7 %	5,0 %	5,4 %	930	1 014	1 094	3,2 %	3,5 %	2,0 %	22,1 %	21,8 %	21,8 %
Niger	10,3 %	6,6 %	6,7 %	707	789	864	9,1 %	4,2 %	3,2 %	9,2 %	11,1 %	11,2 %
Sénégal	6,4 %	6,0 %	3,0 %	1 759	1 921	2 030	0,8 %	2,0 %	2,0 %	20,1 %	21,8 %	21,9 %
Togo	5,3 %	5,2 %	5,5 %	1 024	1 120	1 215	2,9 %	2,4 %	4,5 %	19,0 %	18,8 %	18,5 %
Cap Vert	7,2 %	5,2 %	4,8 %	5 329	5 671	6 069	1,0 %	1,5 %	2,0 %	25,0 %	26,5 %	25,1 %
Gambie	5,3 %	6,0 %	5,1 %	865	890	925	11,6 %	7,5 %	4,9 %	21,8 %	26,2 %	25,1 %
Guinée	6,1 %	7,2 %	10,5 %	1 572	1 741	1 909	4,7 %	3,1 %	3,0 %	15,6 %	17,2 %	16,9 %
Liberia	4,0 %	4,6 %	5,4 %	851	904	956	8,2 %	9,8 %	7,7 %	22,3 %	20,2 %	20,1 %
Mauritanie	6,3 %	4,0 %	4,3 %	2 430	2 582	2 717	2,5 %	2,5 %	3,6 %	22,2 %	24,9 %	24,5 %
Sierra Leone	4,4 %	4,4 %	4,9 %	902	980	1 033	28,4 %	9,4 %	10,5 %	11,1 %	10,5 %	12,0 %
Afrique Subsaharienne	4,1 %	4,1 %	4,4 %	1600	1690	1 790	20,3 %	13,1 %	10,9 %	18,1 %	18,4 %	18,2 %

	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dettes publiques (% PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	35,1 %	33,8 %	34,5 %	-6,6 %	-5,5 %	-5,0 %	-3,1 %	-2,9 %	-2,9 %	53,4 %	50,7 %	49,6 %
Burkina Faso	21,9 %	17,5 %	18,8 %	-5,7 %	-1,6 %	-1,3 %	-5,8 %	-4,0 %	-3,5 %	57,2 %	53,2 %	51,7 %
Côte d'Ivoire	26,8 %	28,1 %	30,2 %	-4,2 %	-2,1 %	-1,7 %	-4,0 %	-3,0 %	-3,0 %	59,3 %	55,6 %	54,1 %
Guinée-Bissau	17,5 %	18,5 %	19,1 %	-8,2 %	-6,0 %	-5,3 %	-7,3 %	-3,3 %	-3,4 %	82,2 %	76,2 %	74,0 %
Mali	17,5 %	17,8 %	17,3 %	-4,6 %	-4,6 %	-2,6 %	-2,6 %	-3,4 %	-3,2 %	51,7 %	48,9 %	48,0 %
Niger	20,1 %	22,3 %	22,6 %	-6,0 %	-3,3 %	-5,2 %	-4,3 %	-3,0 %	-3,0 %	47,2 %	42,2 %	41,4 %
Sénégal	37,9 %	31,0 %	27,3 %	-12,5 %	-8,0 %	-5,4 %	-13,4 %	-7,9 %	-5,0 %	128,4 %	122,9 %	124,3 %
Togo	26,8 %	25,6 %	24,2 %	-3,2 %	-1,8 %	-0,6 %	-7,4 %	-7,6 %	-3,0 %	72,1 %	71,9 %	70,6 %
Cap Vert	22,2 %	22,1 %	21,8 %	3,8 %	-0,9 %	-2,3 %	-1,1 %	-1,6 %	-0,9 %	111,2 %	106,0 %	101,0 %
Gambie	25,3 %	24,2 %	26,2 %	-6,7 %	-4,9 %	-4,6 %	-4,1 %	-1,0 %	-0,5 %	80,0 %	74,4 %	70,0 %
Guinée	15,3 %	15,1 %	15,1 %	-14,0 %	-9,7 %	-2,3 %	-5,0 %	-3,2 %	-3,0 %	48,8 %	42,2 %	38,1 %
Liberia	n.d.	n.d.	n.d.	-10,9 %	-13,1 %	-11,8 %	-2,0 %	-1,7 %	-2,4 %	57,2 %	55,7 %	54,2 %
Mauritanie	43,1 %	33,6 %	34,1 %	-9,4 %	-7,2 %	-7,1 %	-1,4 %	-0,5 %	-1,0 %	42,8 %	41,2 %	40,6 %
Sierra Leone	18,3 %	17,4 %	17,8 %	-3,8 %	-3,4 %	-2,0 %	-4,5 %	-4,5 %	-2,1 %	41,7 %	41,2 %	38,6 %
Afrique Subsaharienne	20,5 %	21,0 %	21,7 %	-1,5 %	-1,7 %	-1,8 %	-3,8 %	-3,8 %	-3,6 %	59,1 %	58,5 %	57,3 %

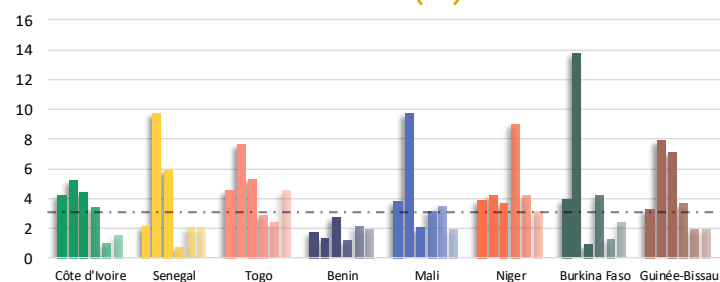


Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Octobre 2025 (2/2)

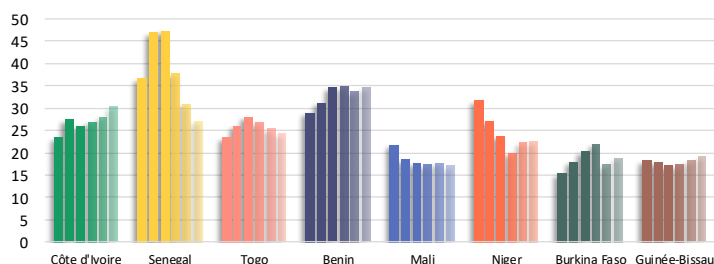
Croissance du PIB réel (%)



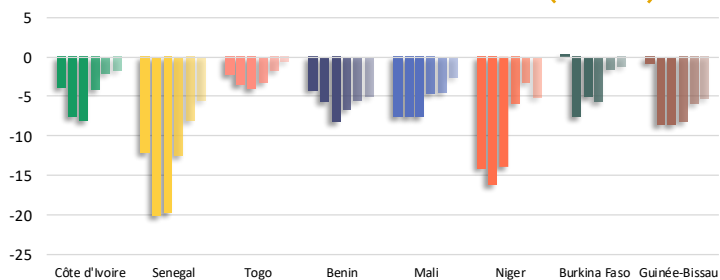
Inflation (%)



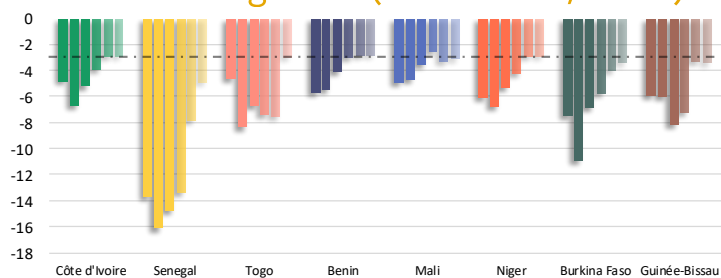
Investissements publics (% PIB)



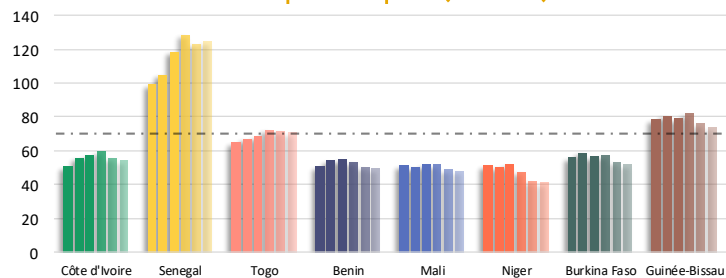
Solde de la balance courante (% PIB)



Solde budgétaire (dons inclus, % PIB)



Dettes publiques (% PIB)



■ 2021 ■ 2022 ■ 2023 ■ 2024 ■ 2025 ■ 2026 - - - - - Seuil régional (quand existant)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtrésor.gouv.fr & suivez notre page [Linkedln](https://www.linkedin.com/company/dgtrésor)